LIP' UNITÉ

COURRIER : Lip - Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon
ou UL - CFDT, 3, rue Champrond, 25 - Besançon.

DEPECHES QUOTIDIENNES

du 19 Nov. 73 au 30 Nov 73

- Pour bloquer l'opération ARBEL les travailleurs de l'armement élisent des représentants
- Un projet global existe pour l'ensemble de LIP - PALENTE
- Le pouvoir bloque ce projet
- L'unité du personnel favorise l'unité syndicale

prix 4F

LIP-UNITE

TOUT COURRIER: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25000-Besançon
ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25000-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE
DU 19 NOVEMBRE 73

Quelles sont les perspectives actuelles de notre mouvement?

La semaine qui commence sera sans doute très importante pour la suite de notre lutte.

Nous savons qu'une solution industrielle d'ensemble pour LIP-Palente est viable du point de vue économique.

Nous savons que les trois secteurs de recherche et d'activité qui sont réunis dans l'usine de Palente (Horlogerie, Equipements, Mécanique) représentent un ensemble industriel, technologique, économique et humain à la fois souple et harmonieux qui permet de résoudre, de manière satisfaisante, les problémes de rentabilité et les problémes de l'emploi pour tous les travailleurs de LIP-Palente.

Nous savons que des groupes financiers, des industriels sont intéressés par la bonne affaire que représente l'ensemble industriel réuni à LIP-Palente.

Mais il est vraisemblable qu'un conflit politique se déroule en ce moment au sujet de LIP, à l'intérieur même des milieux gouvernementaux et patronaux.

Dans ces milieux, à l'heure actuelle, il semble bien que ce sont les adversaires d'une solution d'ensemble qui ont le dessus et qui cherchent à nous imposer le démantèlement et les licenciements contre lesquels nous luttons depuis sept mois.

Pour cette fraction du pouvoir et du patronat, il s'agit de nous "punir" à tout prix en réalisant le plan de démantèlement et de licenciements à l'aide de la Société SPEMELEC et de son PDG ARBEL.

Dans ce but, pour un certain nombre de jours ou de semaines, le champ libre est laissé à ARBEL dont les offres doivent apparaître, aux yeux des travailleurs des Equipements, comme la seule perspective d'emploi.

Mais le champ libre ne pourra être laissé à ARBEL indéfiniment. Il lui faut réussir son opération de démantèlement dans un temps limité.

Sinon le problème social, humain et politique que représente le démantèlement de LIP et la perte de nos emplois se retournera à nouveau et totalement contre le pouvoir et le patronat, qui seront désignés par l'opinion publique, en dépit des campagnes d'intox, comme les véritables responsables de cette situation scandaleuse.

Pour ARBEL, pour la fraction gouvernementale et patronal qui le soutient, les jours aussi sont comptés.

Si l'opération ARBEL ne réussit pas dans un certain délai, il y a donc une chance qu'un déblocage politique complet puisse être imposé, ouvrant la voie à une solution industrielle d'ensemble pour LIP-Palente.

Dans cette hypothèse, tout dépendra donc de la fermeté dont nous serons capables, face à l'opération ARBEL, et du rapport de force que la poursuite de notre lutte, et notre unité, permettront de rétablir dans le pays avec l'aide de tous les travailleurs, et de tous ceux, qui continuent à être directement concernés par l'issue de notre lutte.

La très grande majorité des travailleurs des Equipements sont convaincus que leur intérêt, pour la sécurité de leurs emplois, se trouve du

...../.....

côté d'une solution industrielle d'ensemble, à PALENTE, et que cette solution ne pourra voir le jour que dans la mesure où l'opération de démantèlement tentée par ARBEL pourra être bloquée le temps necessaire.

Les travailleurs des Equipements s'organisent pour défendre leurs intérêts

Dès le I4 Novembre, les travailleurs de ce secteur se sont réunis, en présence des responsables de la CFDT-LIP et de la CGT-LIP, et ils ont réaffirmé leur volonté - pour la sécurité de leurs emplois - de lutter pour que ce secteur, avec ou sans ARBEL, reste à Palente.

Au cours de cette réunion, un responsable de la CGT-LIP avait pris l'engagement que ce syndicat lutterait en commun avec la CFDT-LIP sur cet objectif.

Le I6 Novembre, I05 travailleurs de ce secteur, sur I08 présents, ont réaffirmé leur volonté que les Equipements restent à Palente. Un communiqué dans ce sens a été publié dans la presse.

Malheureusement, malgré les engagements antérieurs de ce syndicat, la CGT-LIP a refusé de contre-signer ce communiqué.

Bien plus!...un certain nombre de travailleurs de l'Armement ont reçu, le I7 Novembre, une lettre de la CGT-LIP (datée du I5 Novembre...) et ainsi conçue:

"Chers Camarades, II9 d'entre nous ont été contactés ou vont l'être pour occuper un emploi dans la Société d'Armement (Arbel)...Il n'est pas souhaitable d'attendre l'annonce de la reprise éventuelle du travail. Nous pensons qu'il convient tous ensemble de discuter et d'examiner les propositions à faire à Mr.Arbel, concernant notre futur statut social, les conditions de la reprise et les possibilités de réembauche du personnel LIP. Nous pourrions par la même mandater une délégation pour rencontrer Mr.Arbel afin d'examiner avec lui les problèmes soulevés lors de cette réunion...

Pour ce faire, la CGT-LIP propose aux travailleurs de ce secteur une réunion, au siège de l'UD-CGT, demain mardi...

Notre AG de ce matin, I9 Novembre, nous a permis d'examiner la situation créé par la rupture des engagements antérieurs de la CGT-LIP. De très nombreux travailleurs ont pris part à la discussion. Ils ont mis en cause la pratique anti-unitaire et le défaitisme permanent de la CGT depuis le I2 Octobre. Ils ont demandé aux responsables de la CGT-LIP si l'attitude de leur syndicat n'avait pas pour but principal, au détriment des intérêts des travailleurs de LIP, de démontrer à tout prix que les analyses et positions de la CGT au moment du vote du I2 Octobre étaient les seules justes et réalistes. Des travailleurs de LIP ont également demandé à la CGT-LIP si elle ne cherchait pas, elle aussi et par tous les moyens, à "punir" les travailleurs de LIP pour leur décision majoritaire du I2 Octobre.

De nombreux syndiqués CGT ont adressé des reproches dans ce sens aux responsables de leur syndicat. Ils leur ont demandé en particulier s'ils osaient affirmer que leurs positions actuelles étaient partagées par la majorité des syndiqués CGT de chez LIP.

Les responsables de la CGT-LIP se sont bornés à répondre "qu'ils faisaient une analyse différente de la sit uation".

Après l'AG, les travailleurs des Equipements Civils et Militaires se sont immédiatement réunis, comme ils le feront désormais tous les jours. Ils ont désigné parmi eux, secteur par secteur, équipe par équipe, des représentants qui ont leur confiance,parcequ'ils sont en mesure d'exprimer le point de vue de l'ensemble des travailleurs de ce secteur et de les représenter véritablement dans la situation présente. Il a été proposé à la CGT-LIP de participer à la désignation de ces nouveaux représentants et à toutes les actions unitaires qui pourront été entreprises dans ce secteur, comme dans tous les autres. La CGT-LIP n'a pas encore répondu à cette nouvelle proposition.

Une délégation des travailleurs des Equipements,accompagnée des responsables de la CFDT-LIP est reçue en fin de journée par le syndic chargé de l'affaire. Elle lui a fait part de la volonté des travailleurs de ce secteur de s'opposer au transfert projeté par la Sté. SPERELEC.

Besançon, le 19 novembre 73, 19h.

LIP' UNITE

TOUT COURRIER: "Maison pour Tous" de Palente, 25000- Besançon ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25000-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 20 NOVEMBRE

L'unité du personnel LIP que nous avons réussi à maintenir ces dernières semaines, malgré la rupture de l'unité syndicale, nous permet-elle d'envisager une solution positive au conflit?

Alors que nous n'avons pu empêcher le démantèlement de LIP-ORNANS, où nos camarades ont repris le travail hier matin pour le compte de la société SUPEMEC, pourrons-nous en fin de compte mettre en échec le plan de démantèlement et de licenciements contre lequel nous luttons depuis 7 mois à LIP-PALENTE?

Après la "rupture de Dijon" mise en scène par GIRAUD, on nous a répété de divers côtés que "tout...ou presque tout était foutu", qu'il n'était pas réaliste de poursuivre la lutte sur nos objectifs, qu'il fallait accepter au plus vite toutes les propositions, même les plus médiocres, même si elles impliquaient le démantèlement et un nombre important de licenciements - ce qui est le cas pour l'opération SPEMELEC (Arbel) qui voudrait transférer un certain nombre de machines dans un local temporaire et reprendre un certain nombre de travailleurs des Equipements pour s'assurer les marchés existants.

Nous avons refusé ce raisonnement. Pourquoi?

Tout ce que nous avons appris au cours de ces sept mois n'a fait que confirmer la conviction qui a animé notre lutte au départ: LIP est un ensemble économique, technologique, social et humain à la fois viable et harmonieux permettant d'assurer un emploi à tous.

Une solution d'ensemble peut donc voir le jour, à condition que nous poursuivions la lutte sur cet objectif, dans l'unité du personnel LIP.

C'est ce que les travailleurs des Equipements font en réaffirmant leur volonté de bloquer l'opération de démantèlement géographique tentée par SPEMELEC (Arbel) et en désignant parmi eux une délégation permanente vraiment représentative.

Accompagnée par des responsables de la CFDT-LIP, cette délégation s'est rendue hier chez le syndic Jacquot, chargé de l'Affaire LIP, et aujourd'hui à la Municipalité de Besançon, pour réaffirmer la volonté de ces travailleurs de s'opposer au départ des Equipements de LIP-PALENTE et pour s'informer sur l'état de l'opération envisagée.

Cette délégation a également adressé, hier, une lettre à ARBEL, signée par des représentants de tous les secteurs des Equipements, pour lui exprimer l'opposition de ces travailleurs aux tentatives de réembauche individuelle du personnel et pour demander que SPEMELEC, si elle a des propositions à faire, les fasse publiquement, de manière collective, au cours d'une entrevue avec la délégation de ce secteur et les organisations syndicales représentatives.

Enfin, cette délégation a pris des renseignements sur la Société SPEMELEC: celle-ci a été fondée en 1971 et ne parait pas présenter des garanties réelles pour la sécurité de l'emploi de ceux qui seraient réembauchés éventuellement. Cette société emploie à ce jour une centaine de salariés dans un seul établissement (MAISON-ALFORT). Son chiffre d'affaires en 72 a été de 4 millions de F. et s'est soldé par une perte d'environ 150.000F. C'est modeste...si l'on se souvient que, pour cette même année, le chiffre d'affaires du Département des Equipements LIP s'est élevé à plus de 11 millions.

...../.....

Que se passe-t-il derrière le rideau?

C'est très difficile à savoir avec exactitude. Toutefois, l'entrevue avec le syndic Jacquot que la délégation des Equipements a eu hier (et d'autres informations) permettent sans doute de mieux comprendre ce qui se passe vraisemblablement, ces jours-ci, derrière le rideau qu'on a tiré depuis le I2 Octobre devant nous, pour tenter de nous persuader que notre lutte n'avait plus de perspectives:

- l'intérêt des créanciers, d'après le syndic, c'est de trouver une solution d'ensemble pour LIP-PALENTE. De toute manière, si les Equipements devaient finalement être cédés à une société particulière, l'intérêt des créanciers, c'est au moins que cette société reste à PALENTE et achète aussi les locaux (et le fond de commerce). ARBEL ne voudrait acheter qu'un certain nombre de machines et les transférer ailleurs.
- la valeur de l'Horlogerie LIP a considérablement augmenté du fait de notre lutte...qui représente une campagne publicitaire qu'un industriel ne peut pas s'offrir en temps normal. Le syndic confirme que l'année a été exceptionnelle pour les horlogers-bijoutiers avec la marque LIP...
- Plus que jamais l'ASSUAG (le holding financier qui coiffe EBAUCHES S.A.) semble décidée à empêcher un groupe concurrent de s'emparer de LIP. Elle rachète partout les créances (à 80% de leur valeur).
- la date du I5 Décembre est très importante. Ce jour-là, d'après la loi, LIP doit être mis aux enchères publiques. Un concurrent de l'ASSUAG pourrait en profiter pour essayer de s'assurer le contrôle de LIP.

A PARTIR DE LA, QUELLES HYPOTHESES PEUT-ON FAIRE?

I) L'ASSUAG, si elle veut garder le contrôle de LIP, peut difficilement apparaître directement. Il lui faut s'associer à un groupe industriel et financier français.

2) Si avant le I5 Décembre, l'opération de démantèlement tentée par SPEMELEC n'est pas réalisée, il sera très difficile pour ce groupe industriel et financier associé à l'ASSUAG, compte tenu de nos sept mois de lutte, de réapparaître vis à vis de l'opinion publique avec le plan de démantèlement et de licenciements qui a motivé notre lutte. A condition que nous soyons toujours dans la lutte.

3) Si un groupe industriel et financier associé à l'ASSUAG doit apparaître avant le I5 Décembre, il faudra donc qu'il apporte une solution d'ensemble pour l'Horlogerie, les Equipements, la Mécanique. (Ce qui explique aussi la necessité pour l'ASSUAG de s'associer avec un groupe industriel intéressé aux Equipements et à la Mécanique.

Bien sûr, ce ne sont que des hypothèses. Nous en discutons tout en poursuivant notre lutte. Rien n'est certain...

Mais que ce serait-il passé si nous avions consideré, il y a sept mois, le plan de démantèlement et de licenciements d'EBAUCHES S.A. comme une fatalité économique et si nous avions mesuré de manière systématiquement pessimiste les forces en présence?

Cette question, de nombreux travailleurs l'ont posé au cours de notre AG de ce matin, 20 Novembre, aux représentants de la CGT-LIP qui ont déclaré qu'il n'était pas réaliste de lutter contre le démantèlement des Equipements.

De retour de délégations, de nombreux LIP ont également reproché à la CGT d'avoir vraisemblablement donné des instructions, au plan national, pour que le soutien à notre lutte soit stoppé après le I2 Octobre. Au cours des meetings, de nombreux syndiqués CGT confirment cette hypothèse. Des exemples ont été cités: CHEQUES POSTAUX-Strasbourg, ORTF-Paris, ALSTHOM et ARSENAL de Bayonne. Partout, un mot d'ordre semble avoir été donné par la CGT pour interrompre le soutien à un moment crucial de notre lutte. Des mineurs de MONTCEAU-les-MINES, syndiqués CGT, nous ont écrit dans le même sens et expriment leur désaccord avec cette position de leur syndicat.

Ces questions adressées à la CGT-LIP sont restées sans réponses claires. Mais nous savons que notre lutte concerne de très nombreux travailleurs, syndiqués à la CGT comme à la CFDT, à FO ou non-syndiqués, et nous nous efforçons de mériter le soutien qu'ils continuent à nous manifester.

Besançon, 20 Novembre 73

LIP UNITÉ

TOUT COURRIER : Lip-Unité, "Maison Pour Tous" de Palente,25ooo-Besançon
ou UL C.F.D.T, 3 rue Champrond , 25000-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 21 NOVEMBRE

Le rideau tiré devant nous depuis le 12 octobre pour essayer de briser notre mouvement en lui enlevant toute perspective, s'est écarté.

Depuis hier, la presse fait état d'un projet industriel apportant une solution d'ensemble pour les trois secteurs d'activité (horlogerie, Equipement Mécanique) qui sont réunis à l'usine de PALENTE.

D'après ce que disent les journaux, ce projet industriel, qui assurerait un emploi à tous dans une entreprise LIP-non démantelée, serait mis en oeuvre par un certain nombre de firmes (on cite : JAEGER,JAZ,THOMSON...)appuyées par diverses banques Suisses et françaises.

(Pour plus d'informations, voir la revue de presse diffusée en même temps que cette"dépêche")

LES EXPLICATIONS DE LA FGM-C.F.D.T

Notre AG de ce matin , 21 novembre, nous a permis de connaitre les explications apportées sur cette affaire par F. Moutet, secrétaire national de la FGM-C.F.D.T. Celui-ci nous a confirmé la réalité de ce projet, dont la C.F.D.T avait connaissance depuis un certain temps.Si cette organisation n'en a pas parlé plus tôt, c'est qu'elle attendait que ce projet prenne forme et d'être certaine qu'il était sérieux.

Dans ce but, a expliqué F. Moutet, la FGM-C.F.D.T a accepté seulement de rencontrer des experts et de confronter leurs études avec celles qui ont été réalisées par le bureau d'études SYNDEX, pour le compte de la C.F.D.T, durant les négiciations avec Giraud.

Cette confrontations a permis de vérifier que le projet industriel dont parle la presse est effectivement sérieux. Mais toujours d'après F. Moutet, la C.F.D.T n'a mené aucune négociation au sujet de ce projet.

Ce projet a-t-il des chances d'être mis en oeuvre?

Rien n'est joué à l'heure actuelle. Il se confirme seulement qu'un conflit au sujet de LIP oppose en ce moment deux fractions gouvernementales et patronales.

D'un coté, il y a vraisemblablement ceux qui ont exigé contre nous la manière forte et mis en scène les fausses négociations avec Giraud et la "rupture de Dijon"; ceux qui, pressés sans doute par le temps, cherchent à tout prix à consacrer le démantèlement de LIP-Palente.

De l'autre coté, il y a vraisemblablement des patrons et des hommes politiques qui cherchent à donner un " visage social" à la société capitaliste, qui prônent la " participation" comme remède aux luttes sociales.

Qui l'emportera? Impossible, aujourd'hui, de répondre.

Cequi est certain,par contre, c'est que notre détermination , notre volonté de lutte pèseront sur l'issue de ce conflit interne dans le camp de nos adversaires.

Ceux qui ont préconisé la manière forte contre nous ont disposé de sept mois pour réussir- et ils ont échoué jusqu'ici !

Si nous continuons à tenir bon, il est donc possible que le pouvoir pour déterminér le conflit, donne le"feu vert"pour le projet industriel dont parlent les journaux.

En résumé, nous ... sommes spectateurs, nous ne sommes pas à l'écart des derniers rebondissements du conflit LIP, même s'ils paraissent se dérouler au-dessus de nos têtes, et ailleurs qu'a Besançon...

...../.....

CETTE SITUATION NOUVELLE EST LE RESULTAT DE NOTRE LUTTE

Cette situation nouvelle, ces rebondissements sont le résultat, les contre-coups de notre lutte.

Qui parlerait de ce projet industriel si, après le 12 octobre, notre mouvement s'était disloqué!....

Mais -Malgré les analyses défférentes que nous avons pu faire sur la tactique à suivre après la "rupture de Dijon", notre assemblée Générale n'a pas été démantelée, nous sommes testés dans la lutte.

La situation nouvelle qui commence à apparaître derrière le rideau, si incertaine soit-elle encore, est le produit de notre lutte, avant et après le 12 octobre.Elle ne pourra se développer positivement que par le renforcement de notre cohésion, de notre unité dans la lutte.

L'exemple nous est venu, aujourd'hui encore, de nos camarades des Equipes Civils et Militaires.Les efforts qu'ils ont fait ces jours derniers pour renforcer leur cohésion face aux manoeuvresde division de la Société SPEMELEC ont porté leurs fruits.

PREMIERE DECLARATION UNITAIRE C.F.D.T-C.G.T DEPUIS LE 12 OCTOBRE

Au cours de notre AG de ce matin- laquelle participait également Maret secrétaire national de la FTM-C.G.T, il a été décidé, sous les applaudissements de toute la salle, que la réunion du secteur Armement, initialement convoquée par la C.G.T LIP, serait une réunion unitaire C.G.T-C.F.D.T. Cette réunion a lieu au débit de l'après-midi,et elle a donné lieu au communiqué commun suivant....

Déclaration des travailleurs du secteur armenentde LIP et de leur sections syndicales C.F.D.T et C.G.T.

" Les travailleurs du secteur armement de LIP, réunis le 21 novembre 73 avec leur sections syndicales C.F.D.T-C.G.T, au cinéma LUX, informés d'un projet présenté par des industriels en vue d'assurer une reprise de l'ensemble des activités de l'usine LIP DE PALENTE, ont examiné la nouvelle situation ainsi crée.

"Conscients que la reprise de l'ensemble des activités de PALENTE représente une réponse valable au problème de tous les travailleurs de LIP, les travailleurs du secteur Armement souhaitent que, dans les délais les plus brefs; le gouvernement examine le projet nouveau et prenne les décisions nécessaires pour permettre son aboutissement.Ainsi pourrait apparaitre une solution positive et rationnelle susceptible de dénouer la crise ouverte par la rupture des négociations à Dijon par Monsieur Giraud.

"Par ailleurs, ils demendent à la municipalité de suresoir à toute décision concernant la cession d'une usine relais pour l'instalation éventuelle des activités de l'ancien secteur Armement de LIP.

"Cette décision, consacrant le démantèlement des activités de LIP-PALENTE risquerait, si elle était prise, de mettre en cause la réalisation d'un projet assurant le rédémarrage de l'ensemble des activités.

"Enfin , il lance un appel à Monsieur Jacquot syndic, pour que celui-ci dans ces éventuelles prisesde décisions, tienne compte de la venue à jour du nouveau projet industriel et diffère au moins les décisions jusqu'a ce soit clarifiée la situation nouvellement crée". (adopté à l'unanimité)

Nous espérons tous ce soir que l'unité du personnelLIP, qui est demeurée une réalité vivante durant ces semaines difficiles, permettera de reprendre l'unité d'action syndicale effective,qui serait un atout très important pour l'issue de notre lutte en ce moment.

Nous espérons également que cette unité d'action syndicale, reprise à Besançon, permettra une relance du mouvement de soutien dans le pays, qui est aussi un élément très important pour notre succès.

BESANCON LE 21 NOVEMBRE 1973

LIP-UNITE

TOUT COURRIER: "Lip-Unité", "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25000-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 22 NOVEMBRE

Des précisions ont été apportées à l'AG de ce matin, 22 Novembre, sur le blocage politique qui empêche actuellement le projet industriel d'ensemble pour LIP d'être mis en oeuvre.

C'est une banque nationalisée qui se refuse à débloquer une part des crédits necessaires. La responsabilité du pouvoir est donc clairement engagée.

De plus, il y a une contradiction complète entre le refus de débloquer ces crédits et la déclaration de Messmer lorsqu'il a reçu une délégation de parlementaires et élus du Doubs le 6 Novembre dernier.

Le Premier Ministre avait déclaré que l'Etat accorderait les mêmes crédits qu'à Giraud à tout projet industriel sérieux.

Or, le projet industriel dont on parle en ce moment est tout à fait sérieux, a confirmé le secrétaire national de la FGM-CFDT, F.Moutet. En plus des études qui ont pu être faites par des experts, la preuve du caractère sérieux de ce projet, c'est qu'il a été transmis au gouvernement par CEYRAC lui-même, le président du CNPF.

Le blocage actuel de ce projet confirme donc qu'il y a bien un conflit en cours, dans les milieux gouvernementaux et patronaux, sur la manière de régler le conflit LIP.

L'OPERATION ARBEL

A Besançon, la fraction gouvernementale et patronale qui cherche à faire triompher la manière forte utilisée sans succès contre nous depuis le 14 Août, multiplie les pressions pour que SPEMELEC (Arbel) puisse réaliser à temps de démantèlement de LIP et mettre en difficulté le projet industriel apportant une solution d'ensemble pour LIP-Palente.

Le Conseil Municipal de Besançon doit se prononcer en principe ce soir jeudi sur l'achat des locaux exigés par Arbel pour installer, à titre temporaire, les machines qu'il compte transférer de Palente.

Le Conseil Municipal est informé de la volonté des travailleurs des Equipements LIP de voir ces activités rester à Palente. La déclaration de ces travailleurs et de leurs sections syndicales CGT et CFDT, adoptée hier à l'unanimité, lui a été transmise. Mais le Conseil Municipal parait hésitant. Il subit en ce moment de fortes pressions pour faciliter l'opération Arbel. D'autre part, il craint qu'on puisse lui reprocher, si le projet industriel d'ensemble n'est pas réalisé, d'avoir empêché de "sauver au moins 119 emplois".

Nous connaissons ce raisonnement, aussi réaliste parait-il. Quand nous avons pris connaissance du plan d'EBAUCHES SA, nous aurions pu hésiter à le refuser. Notre lutte ne risquait-elle pas d'empêcher de "sauver au moins 700 emplois" sur 1.300!...

En fait, nous avons la conviction que chaque jour de notre lutte a amélioré notre situation par rapport à ce qu'on voulait nous imposer.

NOUS NE DEVONS PAS RESTER PASSIFS

Dans la situation nouvelle créée par la venue à jour de ce projet industriel, notre lutte doit se poursuivre avec une vigueur nouvelle. Nous ne pouvons rester les bras croisés à attendre l'issue du conflit qui se déroule à notre sujet dans les milieux gouvernementaux et patronaux. Nous devons manifester avec force notre volonté de reprendre tous

...../.....

le travail à LIP-Palente. C'est ce que nous pensons tous (et que quelques uns ont dit à l'AG de ce matin).

Dans le but de préparer ces nouvelles initiatives, nous allons discuter entre nous ces jours-ci.

Il est possible aussi que nous organisions une journée de discussions en groupe, entre nous, comme nous l'avons fait à la veille du vote du I2 Octobre, pour faire le point tous ensemble et déterminer ces nouvelles initiatives.

UNITE POUR LIP!

Un élément favorable pour les initiatives de lutte que nous devons prendre, c'est l'unité syndicale qui parait se reconstituer pour LIP.

Un responsable de la CGT-LIP a lu, à l'AG de ce matin, le communiqué commun des Confédérations CGT et CFDT publié à Paris hier soir:

"Les Confédérations et Fédérations de la Métallurgie CGT et CFDT ont examiné ensemble la situation créée par l'existence d'un nouveau projet industriel susceptible d'assurer une solution globale et positive quant à l'avenir de l'usine LIP à Palente-Besançon.

"Elles confirment leur volonté de discussion et négociations sur toute solution susceptible d'apporter une réponse favorable aux revendications des travailleurs de LIP.

"Les informations pourront confirmer la possibilité d'une telle issue, le gouvernement et le patronat en détiennent la clé.

"C'est pourquoi les Confédérations et Fédérations de la Métallurgie CGT et CFDT décident de s'adresser, tant au gouvernement qu'au CNPF, pour une discussion destinée à faire la lumière sur le projet en cours et à dégager toute solution positive permettant l'ouverture des négociations indispensables.

"La CGT et la CFDT appuient la dé cision de leur Fédération s'engageant à créer, avec la section syndicale de LIP, les conditions unitaires nécessaires à l'aboutissement de ces négociations. Elles appellent leurs organisations professionnelles et interprofessionnelles à intervenir auprès des pouvoirs publics et du patronat et à manifester, à travers l'action qu'elles mènent leur appui à la présente initiative".

le 2I/II/73 à I8H30

Un autre élément favorable pour les discussions et les initiatives à prendre, c'est la réunion de cette après-midi, à la M.P.T., entre un certain nombre de travailleurs de LIP se réclamant du C.A.-LIP et, sur la fin, des délégués CFDT.

Il a été proposé de reprendre des réunions communes C.A.-Syndicats comme celles qui, au début du conflit, ont permis une plus large expression du personnel LIP et des initiatives très positives.

Ces réunions seront annoncées en AG et les conditions devront y être réunies pour une participation maximum du personnel LIP.

PREPARATION DU COLLOQUE SUR L'EMPLOI

Cet après-midi, à la M.P.T., s'est tenue une nouvelle réunion de préparation pour le Colloque National sur l'Emploi qui aura lieu à Besançon les 8, 9 et I0 Décembre prochains. Sujet: "la relation entre l'emploi et le logement". Durant plus de 2 heures, une cinquantaine de LIP ont discuté avec trois urbanistes bisontins. But de cette réunion (très intéressante et vivante): déterminer avec les travailleurs de LIP comment aborder utilement la question du logement. Deux autres réunions de ce type ont déjà eu lieu cette semaine sur le "travail féminin" et sur "L'Ecole et l'Emploi". Nouvelle réunion prévue, vendredi 23, à I4H à la M.P.T. Sujet: "Les différentes manières de licencier..." Avec la participation de travailleurs de la RHODIA. Participons nombreux à cette réunion et à celles qui seront organisées la semaine prochaine sur les mêmes sujets que cette semaine. Remarque pour les réunions avec des "spécialistes": Au début nous sommes méfiants et silencieux, puis au fil de la réunion, c'est nous qui tenons le crachoir...

A propos du film de la TV japonaise vu hier à l'AG: I5 millions de téléspectateurs japonais l'ont vu. Le commentaire ne doit pas nous être défavorable. Après avoir vu ce film, une ouvrière japonaise nous a écrit pour dire que notre lutte lui a"redonné espoir et courage"....

Besançon, 22/II/73

LIP-UNITÉ

Tout courrier: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25000-Besançon ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25000-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 26 NOVEMBRE

D'un côté, il y a la preuve qu'une solution industrielle globale pour LIP-PALENTE, assurant un emploi à tous, est logique, viable, et que des industriels et financiers connus s'y intéressent.

De l'autre côté, il y a des hommes politiques et des patrons qui cherchent à réaliser à tout prix leur plan de démantèlement et de licenciements, de manière à rendre impossible toute solution industrielle globale. Ce sont ces mêmes hommes qui portent la responsabilité de la rupture des négociations avec Giraud et qui, depuis le 12 Octobre, ont cherché à nous dissimuler toute perspective d'ensemble pour LIP.

A l'heure actuelle, ils donnent de la voix et cherchent à brusquer les choses avec l'opération tentée par SPEMELEC (Arbel). Nous connaissons maintenant leur duplicité, la mauvaise foi avec laquelle ils utilisent leurs arguments...

EMPECHER LE TRANFERT RUE VIOLET

Avant même que le projet industriel pour LIP-PALENTE soit connu et commenté dans toute la presse, nous avions bien compris que l'issue du conflit dépend, en grande partie, de notre capacité de bloquer l'opération de démantèlement tentée par SPEMELEC (Arbel).

Maintenant que nul ne peut douter qu'une solution d'ensemble pour LIP-PALENTE est logique, viable et possible, nous sommes d'autant plus persuadés que le blocage de l'opération SPEMELEC est la réponse appropriée et légitime au blocage par une banque nationalisée, sur ordre de CHARBONNEL, du projet industriel global pour LIP-PALENTE.

Pour que ce projet global voit finalement le jour, sous une forme ou sous une autre, il est indispensable que le transfert du secteur Armement à la rue Violet soit empêché. Nous en sommes tous persuadés. La question que nous nous posons, c'est beaucoup plus: "Comment y parvenir?"

Dans ce but, nous avons examiné, à l'AG de ce matin, lundi 26 novembre, et à la réunion de coordination de cet après-midi, un certain nombre d'initiatives.

Ces initiatives concernent d'abord Besançon, les travailleurs de notre ville, la population bisantine, et tout particulièrement, les habitants du quartier St-Claude où se trouve le local, rue Violet, dans lequel SPEMELEC (Arbel) compte transférer les machines retirées de PALENTE.

Nous avons décidé de multiplier les efforts pour expliquer la situation actuelle. Dès ce soir, un tract rédigé par les travailleurs des Equipements, "Alerte à la population de St-Claude", est diffusé dans ce quartier. Il informe les habitants des dangers que font courir au quartier l'implantation d'une usine d'Armement. Il conclut: "Vos intérêts (et les nôtres) c'est que, plutôt qu'une usine d'Armement, ce local devienne une Maison de Jeunes..."

Une nouvelle affiche "LIP,tout est possible" sera collée massivement dès demain. (Il y a besoin de volontaires. S'addresser à l'équipe

...../.....

chargée de ce travail.) Des prises de parole avec sono sont prévues, des réunions pour organiser avec la population avec elle la résistance à l'implantation de l'usine d'Armement envisagée dans le quartier.

D'autre part, la préparation des "6 Heures avec LIP", prévu pour vendredi prochain à Besançon nous permettra de multiplier les explications aux travailleurs bisontins, à la population.

Ce sont nos alliés naturels. S'ils sont exactement informés de la situation, il est impossible qu'ils ne soutiennent pas activement dans cette nouvelle phase de notre lutte.

Les mensonges de la campagne d'intox du pouvoir et des patrons qui a suivi la rupture de Dijon commencent à se dissiper. On nous le confirme de tous côtés.

RENFORCER LA PARTICIPATION A LA LUTTE

L'existence d'un projet industriel viable pour LIP-PALENTE montre bien que la déclaration de MESSMER "LIP, c'est fini!" - si elle exprimait un souhait- était avant tout une maneuvre psychologique destinée à nous démoraliser, à démanteler (pour commencer...) notre AG.

Certes, nous avons tenu bon. Les délégations, les gens qui viennent nous voir s'étonnent souvent qu'au 8ème mois de la lutte, 400 à 500 travailleurs de LIP continuent à participer aux AG quotidiennes. Ils constatent aussi que les discussions, les activités se poursuivent durant la journée à la "Maison pour Tous" (et à Bregille). Mais nous ne devons pas nous satisfaire de ce résultat.

Des équipes ont été désignées pour rendre visite à ceux de nos camarades qui ne participent pas régulièrement aux AG. D'autres équipes doivent être formées pour cela.

Nous sommes certains qu'après discussion, un grand nombre de ces camarades reprendront une place active dans notre mouvement.

L'UNITE DU PERSONNEL LIP POURRA-T-ELLE FAVORISER L'UNITE SYNDICALE?

Nous nous efforçons de reconstituer l'unité syndicale qui s'est esquissée, la semaine dernière, par des communiqués communs CGT-CFDT.

Une intersyndicale s'est déroulée, à la "Maison pour Tous", une bonne partie de la journée de lundi. Elle n'a pas abouti pour l'instant aux actions unitaires et énergiques qu'impose la situation. Une nouvelle intersyndicale aura lieu demain mardi.

Beaucoup dépend, dans ce domaine aussi, de l'unité du personnel LIP que nous avons su maintenir pour l'essentiel, malgré les difficultés des dernières semaines. Plus que jamais il est necessaire que cette unité du personnel LIP s'exprime avec force par des initiatives collectives.

La relance du mouvement de soutien dépend aussi de l'unité du personnel LIP, si celle-ci s'exprime par des initiatives collectives. Cette relance du soutien est décisive pour l'issue de nôtre lutte. A l'heure actuelle, le pouvoir se croit en mesure de faire accepter par les travailleurs, par l'opinion publique, une décision aussi scandaleuse que le blocage, par passion politique, d'un projet industriel viable, susceptible de donner un emploi à des travailleurs en lutte depuis bientôt 8 mois sur ce problème!... La relance du mouvement de soutien doit faire cesser ce scandale.

C'est dans cette perspective que le COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI (8,9 et 10 décembre) commence à être activement préparé. Il doit permettre une confrontation des expériences entre les nombreuses délégations ouvrières, dont nous attendons la venue à Besançon, et la participation de nombreux chercheurs (économistes, psychologues, médecins, urbanistes...). Mais il pourra aussi favoriser la convergence des luttes qui se déroulent en ce moment sur l'emploi. C'est dans cette mesure aussi que le COLLOQUE pourra être, si nous en faisons un succès, un acte de soutien très important pour l'issue de notre lutte.

Besançon, 26/II/73

LIP-UNITÉ

TOUT COURRIER: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 27 NOVEMBRE

La situation devient de plus en plus claire. Nous savons où se situe le blocage du projet industriel global pour LIP-PALENTE, assurant un emploi à tous.

Nous savons où doivent porter nos efforts, nos initiatives dans les jours qui viennent pour combattre ce blocage.

Nous savons les conditions qui doivent être réunies pour que nos efforts aboutissent.

LE BLOCAGE SE SITUE AU NIVEAU DES POUVOIRS PUBLICS

Dans un entretien accordé à la Télé régionale, dimanche, et dans sa réponse à Georges Séguy et Edmond Maire, le premier ministre MESSMER a déclaré:

- que le projet industriel global pour LIP-PALENTE avait été "accueilli favorablement par les pouvoirs publics" mais que, malheureusement, "les concours industriels et financiers n'ont pu être réunis".

Or, le premier ministre ne dit pas la vérité. C'est au sein du gouvernement qu'on se bat pour faire échouer ce projet. C'est sur ordre de certains membres du gouvernement que la Société Générale refuse les 8 millions (sur 40) qui manquent!...

De plus, révèle le journal "Le Monde" du 27/II : "...plusieurs démarches visant à décourager tel ou tel partenaire du projet ont été entreprises en haut lieu, sans qu'apparemment le projet ait même été soumis par les services officiels au président de la République, qui en a été simplement informé par des voies privées".

Le premier ministre a déclaré également:

- que "la plupart des partenaires susceptibles d'être intéressés par ce projet ont fait connaître leur refus de lui donner suite".

Là encore, la vérité est différente. Cela a été confirmé à l'AG de ce matin, 27/II, les industriels intéressés par ce projet global pour LIP-PALENTE n'ont pas renoncé.

Cela aussi, le journal "Le Monde" le confirme de son côté, écrivant au sujet du projet industriel: "...ses promoteurs n'ont en tout cas pas encore renoncé et les animateurs présentis pour lui donner vie (et régler le dossier social) sont toujours partants".

...Et pour finir, le premier ministre nous traite:

- "d'illusionnistes qui vivent dans un rêve par idéologie ou par aveuglement"!...

Si le premier ministre fait allusion à notre conviction que LIP EST VIABLE, qu'un projet industriel global est possible, c'est tout de même un peu fort!...puisque ce projet existe. Ce n'est pas nous qui sommes "aveuglés par l'idéologie"!...

BLOQUER L'OPERATION SPEMELEC POUR DEBLOQUER UNE SOLUTION GLOBALE

La carte jouée en ce moment par les adversaires du projet industriel global pour LIP-PALENTE, c'est l'opération SPEMELEC (Arbel), le transfert du secteur Armement de l'usine de Palente à un local acheté par la

...../.....

Municipalité de Besançon, rue Violet.

C'est en bloquant cette opération de démantèlement que nous créerons la première condition nécessaire pour imposer le déblocage du projet industriel global pour LIP-PALENTE.

Cette nuit, des inconnus ont attiré l'attention des habitants du quartier sur l'immeuble de la Rue Violet. Des bombages à la peinture rouge indiquent: "Attention! Usine dangereuse!..." De nombreuses têtes de mort avertissent la population de l'intention des pouvoirs publics (et de la municipalité!...) d'installer une usine d'armement au milieu des habitations, et à deux pas d'une école!...

ACCROITRE LE SOUTIEN DE LA POPULATION A NOTRE LUTTE

C'est l'axe de notre campagne de popularisation dans ce qu artier de St-Claude, dans Besançon et au-delà.

Pour bloquer l'opération SPEMELEC - comme pour débloquer le projet industriel pour LIP-PALENTE - nous avons besoin d'un soutien accru des travailleurs et de l'opinion publique.

Tous nos efforts se développent dans ce sens: accroître à tout prix le soutien à notre lutte par des initiatives appropriées et déterminées collectivement, après discussion, aux AG et aux réunions de coordination.

Dans ce sens, les "6 Heures avec LIP", prévus à Besançon, vendr edi prochain 30/II, de I7 à 23 H, Salles Battant, peuvent jouer un rôle important, si nous en faisons un succès par une préparation active.Il ne reste que 3 jours!...

D'autre part, nous nous adressons dès aujourd'hui à tous les journalistes, tous les journaux qui ont manifesté un intérêt pour notre lutte. Nous les invitons à Besançon pour faire une enquête sur le scandale que représente le blocage actuel du projet industriel global. Nous leurs donnerons toutes les informations et tous les documents dont nous disposons. Nous leur faciliterons la tâche pour que ce scandale soit dénoncé le plus largement possible.

SPEMELEC...SPEMELIP...Mr. ARBEL FAIT DES REVES...

SPEMELEC(Arbel) voit bien le danger et cherche à brusquer les choses. Claude Arbel, son PDG, a adressé aujourd'hui une demande d'entretien à la CGT et à la CFDT, au niveau départemental, pour jeudi prochain, 29/II.

Cette demande est adressée au nom d'une "nouvelle" société appelée... SPEMELIP !... Ce sigle figure - tapée à la machine - en haut de la lettre....

On savait que SPEMELEC était pressée - d'autant que sa situation financière n'est pas brillante, comme il a été révélé à notre AG, ce matin, chiffres à l'appui. Mais il ne suffit pas de taper à la machine, en haut d'une feuille de papier...SPEMELIP, pour que le rêve de quelques uns devienne réalité!...

DES ACTIONS UNITAIRES SONT URGENTES

...Quant à la réponse à la demande d'entrevue de SPEMELEC, elle est examiné en ce moment, parmi d'autres que stions, à la seconde intersyndicale CGT-CFDT de la journée. A la Ière réunion ont été examinés les moyens d'aboutir aux actions unitaires indispensables, dont le retard ferait le jeu des adversaires d'une solution globale pour LIP-PALENTE.

Durant toute la matinée, c'est la question du rôle du C.A. dans notre lutte qui a été examiné, comme préalable posé par la CGT à la repr ise d'actions unitaires. Après de longues heures, une solution parait en vue. Elle consiste à définir, dans un texte commun CGT-CFDT, la nature et le rôle du C.A.-LIP, puis de le soumettre à la discussion et à l'approbation du C.A. lui-même et de l'ensemble du personnel LIP. Dans ce même texte seraient définies les conditions précises dans lesquelles des personnes extérieures à l'entreprise pe uvent apporter leur soutien à notre lutte.

On en est là, mardi 27 novembre, à I8H30, alors que l'Intersyndica le se poursuit au siège de l'UD-CGT du Doubs.

Besançon, 27/II/73

LIP-UNITÉ

COURRIER: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon
ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 28 NOVEMBRE

Ce matin, 28 Novembre, malgré le froid et la neige qui tombait, nous sommes allés manifester après l'AG devant l'usine de Palente notre volonté de faire aboutir une solution globale et de reprendre tous le travail dans cette usine.

Il n'y a eu aucun incident avec les CRS qui occupent l'usine depuis bientôt 3 mois et demi...Beaucoup d'entre nous se retrouvaient, pour la première fois depuis le 14 Août, sur le parking qui est juste devant l'usine. Nous étions assez émus.

OU EN EST L'OPERATION SPEMELEC (ARBEL)?

Comme les jours précédents, le secteur principal de notre lutte à l'heure actuelle, c'est celui des Equipements. C'est l'opération de démantèlement tentée par SPEMELEC (Arbel).

Cette opération se développe comme suit:

- le minitre CHARBONNEL a fait pression sur la Municipalité, par une lettre menaçante, pour qu'elle achète un local où ARBEL puisse s'installer. C'est fait (Rue Violet). Mais le contrat entre ARBEL et la Municipalité n'est pas encore signé.
- Sur demande du syndic Jacquot, le tribunal de Commerce a autorisé le syndic à signer un contrat de vente du secteur Armement LIP à la Société SPEMELEC(Arbel). Mais le contrat de vente entre le syndic et ARBEL n'est pas encore signé.
- la société SPEMELEC est en train de constituer une société appelée...SPEMELIP, pour reprendre le secteur Armement. Mais la constitution de cette société (versement du capital, registre du commerce, etc...) n'est pas achevée.
- le PDG de SPEMELEC, ARBEL, convoque les organisations syndicales demain jeudi, à 9H30, pour discuter de l'éventuelle reprise d'activité de ce secteur. Mais, bien entendu, rien n'est conclu de ce côté-là, non plus...
- à la veille de cette entrevue, le ministre CHARBONNEL demande à être interviewé par le journal "La Croix" (celui qui, le premier, a révélé l'existence d'un projet industriel global pour LIP-PALENTE) et il déclare que ce projet est une "illusion", compte tenu du fait qu'aucun industriel ne s'y intéresse...

Mais de ce côté-là aussi, rien n'est terminé.

Ce soir encore, on vient de nous le téléphoner de Paris, le journal "Le Monde" apporte des informations qui contredisent les déclarations de CHARBONNEL.

Ce journal affirme que, dans le projet transmis au Président de la République par CEYRAC (président du CNPF) l'équipe dirigeante pour LIP-PALENTE était prête et qu'elle comptait plusieurs membres des équipes dirigeantes des Sociétés JAZ,JAEGER,THOMSON,etc.

De plus, toujours d'après "Le Monde", si le projet n'est pas "opérationnel", comme le déclare CHARBONNEL, cela tient uniquement au refus de la Société Générale (banque nationalisée), qui a entrainé d'autres refus. Et "Le Monde" s'étonne de ce refus...

En effet, le projet industriel global pour LIP-PALENTE prévoit, pour le financement, la même somme exactement de fonds publics (40 millions) que celle qui avait été mise à la disposition de GIRAUD !..

Il suffit donc que MESSMER tienne la promesse faite aux parlementaires et élus du Doubs (fournir la même aide qu'à GIRAUD à tout projet industriel qui serait présenté) pour que ce projet soit "opérationnel"!..

Au lieu de cela, CHARBONNEL et ses amis cherchent à réaliser l'opération SPEMELEC(Arbel) le plus rapidement possible.

Pourquoi sont-ils si pressés?

S'il n'y avait rien d'autre derrière, aucun autre projet qui dérange leur plan, ils ne seraient sans doute pas aussi pressés de réaliser l'opération SPEMELEC (Arbel).

Nous avons tous compris cette manoeuvre et nous sommes bien décidés à la faire échouer.

Nous n'avons pas l'illusion de pouvoir choisir nos patrons, du moins dans le régime actuel.

Ce que nous refusons simplement, avec ou sans ARBEL, c'est le démantèlement d'un secteur de LIP-PALENTE, au moment précis où un projet global est possible, et existe pour LIP-PALENTE. Un projet dans lequel - en raison de l'interpénétration des 3 secteurs d'activités - la sécurité de nos emplois est infiniement mieux assurée qu e dans toute solution impliquant le démantèlement de ces 3 secteurs.

Sans lâcher la proie pour l'ombre, tout le personnel LIP est d'accord pour empêcher l'opération SPEMELEC de réussir, au détriment d'une solution beaucoup plus intéressante pour tous les travailleurs de LIP, à commencer par ceux des Equipements.

Après l'Intersyndicale qui a eu lieu hier, il y a un accord sur ce point entre la CFDT-LIP et la CGT-LIP. C'est un gros progrès par rapport aux semaines passées.

Nous avons souligné ce progrès en applaudissant Claude MERCET, l'un des responsables de la CGT-LIP, lorsqu'il a confirmé à l'AG cet accord. Mais l'ensemble du personnel LIP espère que cet accord ne se limitera pas à la tactique à suivre vis à vis des discussions avec SPEMELEC. Le personnel LIP espère que ce premier accord débouchera rapidement sur les actions unitaires nécessaires pour faire échouer le véritable complot qui a été tramé, dans les milieux gouvernementaux et patronaux, contre une solution positive du conflit LIP.

NOUS COMPTONS SUR NOS CAMARADES D'ORNANS

Ce matin, nous avons demandé de l'aide à nos camarades d'Ornans, qui ont repris le travail il y a I5 jours pour la Sté SUPELEC (DUCROS). Nous leur avons diffusé un appel dans lequel nous les informons de la situation et dans lequel nous les avertissons d'un fait qui concerne leur nouveau patron:

"...DUCROS est en train de participer à sa manière au démantèlement de PALENTE...En effet, il aurait acheté des machines de la mécanique et se proposerait de les emmener à ORNANS.

"Nous ne sommes pas contre l'achat par DUCROS de nouvelles machines, au contraire, cela peut créer des emplois. Mais qu'il les achète ailleurs car à PALENTE, enlever des machines c'est détruire la possibilité de redémarrage du secteur mécanique...C'est donc un mauvais coup contre les Travailleurs de LIP-PALENTE. C'est là qu'il faudra que les Travailleurs d'ORNANS s'opposent avec fermeté à laisser rentrer une seule machine provenant de LIP-PALENTE..."

EMMENER CHACUN UN AMI AUX "6 HEURES AVEC LIP"

Pour les "6 heures" prévu à Besançon vendredi prochain, de I7 à 23H (Salles Battant), nous devons reprendre la méthode utilisée pour les manifs de Juin: chaque Lip amène personnellement au moins...un ami! Un nouveau tract est à diffuser en ville "ON DIT EN VILLE..." Il reprend certains racontars qui traînent. Exemple: "Les Lip prétendent que LIP est viable. Si c'était vrai...pourquoi n'ont-ils pas fait une coopérative ouvrière?...Ou encore: "Savez-vous que depuis que les Lip se payent eux-mêmes, ils se sont augmenté leurs salaires?..." Ce tract propose à la population de venir en discuter avec nous, vendredi. Nous devons tous préparer cette manif et y participer. C'est ce que pensent les travailleurs de LIP qui ont déjà participé à des "6 Heures". C'est un type de meeting très intéressant et très vivant et, en petits groupes, tout le monde est en mesure de participer activement aux discussions.

Besançon 28/II/73

LIP-UNITÉ

COURRIER: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon
ou UL-CFDT, 3, rue Champrond, 25-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 29 NOVEMBRE

Pour nous, travailleurs de LIP, les récents événements ont fait éclater un véritable scandale.

Pendant plus de 5 semaines, après la rupture des négociations avec GIRAUD, les pouvoirs publics ont cherché à nous persuader, et à persuader l'opinion publique, que notre lutte était sans perspective puisqu'aucun industriel ou financier ne s'intéressait à LIP dans son ensemble.

Là-dessus, nous avons appris que, durant cette même période dominée par la déclaration de MESSMER "Lip, c'est fini!"...des industriels et des financiers connus avaient fait transmettre à la Présidence de la République par CEYRAC lui-même, président du CNPF, un projet industriel de relance pour l'ensemble des activités réunies à LIP-PALENTE.

Nous avons appris que, loin de favoriser ce projet, des ministres s'étaient efforcés de le torpiller dans la coulisse, en faisant pression sur les industriels pour qu'ils se retirent, en donnant des instructions pour qu'une banque nationalisée (la Société Générale) refuse son concours.

Et, pendant que ces manoeuvres avaient lieu en coulisse, MESSMER recevait une délégation de parlementaires et élus du Doubs, et il leur affirmait, sans rire!...que l'Etat accorderait à tout projet industriel cohérent les mêmes facilités de financement que celles qui avaient été accordées à GIRAUD.

Or, le projet industriel cohérent que certains ministres cherchent aujourd'hui à torpiller prévoit moins d'aide publique que ce qui était accordé à GIRAUD (aucune aide de l'IDI en particulier). Il implique seulement un emprunt de 24 millions auprès de 3 banques nationalisées. Et malgré cela, le refus de 8 millions par l'une de ces banques bloque actuellement le projet.

Que valent les déclarations publiques de ceux qui nous gouvernent!

C'est ce scandale que nous voulons dénoncer, par des initiatives appropriées, devant l'ensemble des travailleurs, devant l'opinion publique!

Ce scandale nous concerne directement. Mais il a aussi une signification qui dépasse notre lutte.

Les hommes politiques, les patrons qui nous gouvernent nous donnent constamment des leçons d'économie, de finances, d'industrie! A les entendre, nos revendications se heurtent aux réalités économiques auxquelles nous ne comprenons rien.

Au huitième mois de notre lutte, le scandale qui vient d'éclater montre au contraire la mauvaise foi, l'aveuglement politique de ceux qui osent nous faire la leçon!

Nous appelons tous ceux qui nous soutiennent à nous aider à dénoncer ce scandale, et à nous proposer toutes les initiatives allant dans ce sens.

Nous devons entreprendre une vaste campagne d'information auprès des travailleurs, de l'opinion publique. Le scandale qui vient d'éclater est exemplaire. Si nous parvenons à le faire largement connaître

le blocage d'une solution d'ensemble au conflit LIP deviendra de plus en plus difficile, ce blocage pourra être levé.

LA MUNICIPALITE NE DOIT PAS METTRE EN DANGER UNE SOLUTION D'ENSEMBLE POUR LIP

A Besançon, le scandale qui vient d'éclater, parait entraver quelque peu l'opération de démantèlement du secteur des Equipements de LIP tentée par SPEMELEC (ARBEL), avec l'appui de CHARBONNEL qui cherche à brusquer les choses pour torpiller le projet d'ensemble.

Demain vendredi, dans la soirée, le Conseil Municipal doit prendre une décision sur l'achat du local exigé par SPEMELEC pour s'installer. D'après ce qu'on dit à la Mairie, la décision d'achter le local de la rue Violet est pratiquement prise.

Toutefois, le Maire a fait savoir que, malgré les demandes pressantes de SPEMELEC, même si le local de la Rue Violet est acheté, la décision de louer ce local à SPEMELEC est ajournée pour "complément d'information". Le dossier transmis par SPEMELEC à la municipalité serait insuffisant pour justifier cette location.

Les travailleurs des Equipements et la CFDT-LIP ont envoyé ce soir une lettre à tous les conseillers municipaux pour leur indiquer , point par point, tout ce qui, dans le projet Arbel, n'apporte aucune garantie sérieuse aux travailleurs de ce secteur, et mêt en jeu le sort global de LIP.

ARBEL SPECULE SUR LES DIVISIONS ENTRE NOUS

ARBEL, PDG de SPEMELEC, a fait annuler à la dernière minute, par le directeur de la Main d'Oeuvre, l'entrevue qu'il devait avoir, à sa demande, avec une délégation unitaire de la CFDT-LIP et de la CGT-LIP, comprenant des travailleurs des Equipements et accompagnée de représentants départementaux de la CGT et de la CFDT.

ARBEL justifie sa décision par le fait que cette dé légation comptait 5 membres par organisation syndicale (alors qu'il avait demandé qu'elle soit limitée à 2 membres par organisation...) et parce qu'elle voulait discuter d'une solution d'ensemble pour LIP, à laquelle SPEMELEC aurait pu s'intégrer.

Les syndicats CGT et CFDT LIP et les UD et UL CFDT et CGT du Doubs ont immédiatement publié un communiqué commun pour protester contre cette annulation et contre l'attitude d'ARBEL "qui constitue une provocation".

Nous réfléchissons à la signification de l'attitude d'ARBEL. De nombreux travailleurs estiment que les arguments utilisés ne sont que des prétextes. Ce qui lui a sans doute fait renoncer à cette entrevue, c'est le caractère unitaire de notre délégation et le mandat pré cis qu'elle avait reçu, avec l'accord des deux syndicats.

C'est en cherchant à nous diviser que SPEMELEC compte sans doute réussir son opération. Toutes ses tentatives antérieures le prouvent: raccolage individuel par des cadres agissant pour son compte; rumeurs continuelles sur "ce qui se prépare", etc...

Ceux qui travaillent au raccollage pour ARBEL cherchent à casser le personnel des Equipements en deux; d'un côté, ceux qui sont contactés, de l'autre, ceux qui ne le sont pas. Ils cherchent aussi à semer le doute sur l'attitude des travailleurs de ce secteur qui ne participent pas régulièrement aux AG, laissant entendre que "les équipes sont prêtes".

Mais les réunions quotidiennes des travailleurs des Equipements, le porte-à-porte fait auprès de ceux qu'on ne voyait plus, nous permettent de contrer ces manoeuvres, de démentir jour après jour ces rumeurs...Des travailleurs qu'on ne voyait plus, dont on disait qu'ils étaient d'accord pour travailler pour SPEMELEC, sont venus en personne démentir ces bruits.

Ces cadres-recruteurs cherchent aussi à introduire la division entre les travailleurs des Equipements et ceux de l'Horlogerie. Ils "laissent entendre" que des horlogères ont été embauchées pour certains travaux auxquelles elles peuvent rapidement s'adapter (montage). Mais sur ce point aussi, nous saurons riposter. Des équipes feront le porte-à-porte des travailleurs de l'Horlogerie. Nous saurons les convaincre de reprendre leur place dans la lutte et de refuser les offres d'ARBEL,s'il y en a.

LIP-UNITÉ

COURRIER: Lip-Unité, "Maison pour Tous" de Palente, 25-Besançon
ou UL-CFDT, " 3, rue Champrond, 25-Besançon.

DEPECHE QUOTIDIENNE DU 30 NOVEMBRE

Parmi les initiatives de ces derniers jours, il y a la lettre envoyée voici 48 heures pour demander à un certain nombre de journaux qui ont suivi notre lutte depuis le début, de mener une enquête sur le scandale qui vient d'éclater:

- les manoeuvres du pouvoir pour torpiller, par passion politique, une solution industrielle viable pour l'ensemble de LIP-PALENTE.

Nous avons proposé à ces journaux de "participer à une enquête, seuls ou avec des confrères" sur cette question.

Nous nous déclarons prêts à recevoir des journalistes, à leur fournir tous les documents et informations dont nous disposons, à faciliter au maximum leur enquête.

Cette proposition est adressée en particulier aux journaux suivants: LE MONDE, LA CROIX, L'HUMANITE, L'EST REPUBLICAIN, COMBAT, LIBERATION, LE NOUVEL OBSERVATEUR, L'EXPRESS, LE CANARD ENCHAINE, TEMOIGNAGE CHRETIEN, POLITIQUE-HEBDO, SYNDICALISME, LA VIE OUVRIERE, les revues L'EXPANSION, ESPRIT, LES TEMPS MODERNES...

C'est à ces journaux de prendre une décision et de déterminer les modalités de l'enquête éventuelle.

Mais ne peut-on envisager la constitution d'une commission d'enquête réunissant des journalistes de tous ces journaux? Celle-ci mènerait une enquête collective approfondie, rédigerait un rapport commun et s'engagerait à publier ce rapport commun dans chacun de ces journaux le même jour (ou la même semaine pour les habdos)...

Nous avons déjà reçu un certain nombre de réponses positives. Nous espérons que cette initiative pourra être réalisée, avec la participation du maximum de journaux.

Pour notre part, nous sommes prêts à la prendre en charge.

UNE NOUVELLE DEMARCHE AUPRES DE MESSMER POUR QU'IL TIENNE SES PROMESSES ?

A la demande du camarade PAGANELLI, conseiller général, le Maire de Besançon a convoqué dans son bureau, demain samedi, les membres de la délégation de parlementaires et élus du Doubs reçue par MESSMER, le [illegible] Novembre dernier.

C'est au cours de cette entrevue que le Premier ministre s'était engagé à accorder la même aide de l'Etat qu'à GIRAUD à tout projet cohérent pour LIP. Cette promesse n'est pas tenue. La réunion de samedi doit envisager l'éventualité d'une nouvelle intervention auprès du gouvernement.

FAUT-IL ORGANISER LE BOYCOTT DE LA "SOCIETE GENERALE"?

Nous avons pris connaissance d'un tract largement diffusé par nos camarades du Syndicat CFDT de la SOCIETE GENERALE à Paris, la banque nationalisée qui refuse son concours, en accord avec CHABRONNEL, au

...../.....

projet industriel global pour LIP - PALENTE.

Dans ce tract, il est dit en particulier:

"Notre direction est-elle si peu soucieuse des intérêts bien compris de la Société Générale et de son personnel qu'elle ne voit pas les effets négatifs qui peuvent résulter de son refus?...

"Le compte d'exploitation de la Société Générale a-t-il besoin de ce nouveau coup au moment où il supporte déjà de lourdes charges de trésorerie que la moindre déconvenue dans la recherche des dépôts suffirait à porter à un niveau inquiétant et peut-être critique?

"Notre établissement et son personnel méritent-ils ce nouvel affront au moment où la Société Générale fait malencontreusement parler d'elle dans la presse à l'occasion du procès de la Garantie Foncière où sont jugés des escrocs d'envergure qui sévissent dans l'immobilier?..."

Il est certain qu'un boycott de la SOCIETE GENERALE pourrait permettre d'attirer l'attention de l'opinion publique sur le scandale qui vient d'éclater au sujet d'une solution industrielle pour LIP-PALENTE.

Nous avons fait nos comptes. Que 50.000 travailleurs décident chacun de retirer leur argent de la Société Générale, que chacun retire en moyenne 1.000 F, cela fait 50 millions (5 milliards d'anciens francs)! ...sans parler des services administratifs embouteillés par toutes ces opérations de retrait!...

NOUS NOUS OPPOSERONS PAR LA FORCE AU DEMANTELEMENT...

Au sujet de l'opération de démantèlement du secteur Equipements LIP, tentée par la société SPEMELEC (ARBEL), avec l'appui de CHARBONNEL pour torpiller la solution industrielle d'ensemble pour LIP - PALENTE, nous sommes très vigilants.

Plus que jamais, nous sommes disposés à bloquer cette opération, qui compromet la solution d'ensemble, n'apporte aucune garantie sérieuse au personnel qui serait réembauché, et qui se traduirait pas 50 à 80 laissés pour compte!...

Encore aujourd'hui, les travailleurs de ce secteur ont examiné entre eux, poste par poste, les possibilités pour ARBEL de reprendre les fabrications en cours. Elles sont pratiquement nulles. Mais nous pouvons nous trouver devant une opération de bluff, qui consisterait à faire reprendre le travail fictivement, symboliquement, par un petit nombre de travailleurs...

A ce bluff éventuel, nous nous préparons aussi à répliquer, si besoin.

En tout état de cause, comme il a été répété à l'AG de ce matin, il existe un accord entre nous pour nous opposer - par la force s'il le faut - au transfert des machines de ce secteur hors de LIP - PALENTE.

POUR LA CONVERGENCE DES LUTTES LE COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI(7,8,9 Déc).

Tout ceci ne nous empêche pas de péparer activement le COLLOQUE NATIONAL SUR L'EMPLOI, dont nous avons pris l'initiative,avec la CFDT et qui se tiendra à Besançon, au Palais des Sports, les 7,8 et 9 Déc.

C'est une initiative importante pour la popularisation de notre lutte. De nombreuses délégations de travailleurs d'autres entreprises seront présentes. Au cours de tables rondes, de discussions en groupe avec la participation d'un certain nombre de chercheurs (économistes, urbanistes, sociologues, médecins...) nous pourrons approfondir la signification des luttes sur l'emploi.

Cette large confrontation pourra permettre d'examiner ensemble des initiatives pour nos luttes communes, en particulier pour LIP.

Ce COLLOQUE contribuera à montrer et à renforcer le rapport de forces qui existe pour faire aboutir une solution d'ensemble pour LIP - PALENTE.

Besançon, 30 Novembre 73, 19 H.